

Identité et territoire en Kabylie : une variable du développement territorial viable

Cécile PERRET

Maître de conférences
Département GACO, IUT de Chambéry
IREGE, Université de Savoie
Cecile.perret@univ-savoie.fr

Christiane GAGNON

Professeur titulaire au département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi
Responsable de l'axe développement durable du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)

Résumé : Dans cet article, illustré grâce aux données d'une enquête originale, le territoire est envisagé sous l'angle théorique à la fois d'un support identitaire aux pratiques d'acteurs et producteur d'identité par ces mêmes pratiques. À partir d'une étude du cas de la Kabylie, il montre que l'identité participe aussi d'un développement territorial viable et en devient même une variable clef, notamment en cas de conflits ouverts. En utilisant la notion centrale du capital social, les auteurs proposent finalement un cadre d'analyse théorique intégré du développement territorial viable. Les résultats de cette recherche montrent qu'il existe des liens étroits entre les concepts d'identité, de territoire et le développement territorial viable.

Mots clef : identité, développement territorial viable, acceptabilité social, Kabylie

Abstract

In this research, illustrated with original datas, the territory is considered as a theoretical concept. Territory is an identity support embedded in the practices of actors as well as it generates identity thanks to these practices. From a study of the case of Kabylia, this article demonstrate that the identity also participates of a viable territorial development and becomes a key variable of the system dynamics in case of open conflicts. Using the central notion of social capital, the authors propose a theoretical frame analysis of viable territorial development. The results demonstrate the narrow ties between the concepts of identity, territorial development and social acceptability.

Key Words : identity, viable territorial development, social acceptability, Kabylia

Cécile Perret s'intéresse à l'impact de la qualité des liens sociaux sur le développement des territoires. Elle a publié plusieurs articles ou ouvrages sur la Kabylie.

Christiane Gagnon détient un Ph.D. en aménagement et ses champs de recherche portent sur le la planification et le développement territorial viable et durable, sur l'évaluation des impacts sociaux des mégaprojets industriels, l'évaluation environnementale stratégique et l'écotourisme.

Introduction

Au-delà de sa dimension matérielle et visible, des limites administratives ou autres, le territoire est le résultat d'une construction sociale, interactive et complexe. Il est le fruit d'une histoire, d'un imaginaire de traditions ancrées culturellement, mais également de contraintes exogènes ou endogènes. Le territoire cristallise des configurations spatiales, plus ou moins emboîtées, donnant lieu à des modes de gouvernance singuliers et multiples, telles que les organisations informelles et les associations de type communautaire, *etc.* En Kabylie, par exemple, les comités de villages (*tajmaat*) mettent en œuvre des projets d'utilité collective grâce au travail bénévole des villageois et à la caisse du village alimentée par les cotisations des membres du village, des dons... (Perret et Paraque, 2014). Le territoire est alors vécu dans le sens où il est façonné par les pratiques et les représentations des communautés locales, alimentées par l'histoire et les mythes au fil des générations. Si le territoire fait système et génère une identité territoriale, il ne correspond pas forcément à des frontières administratives même s'il peut correspondre à des lieux géographiques comme en Kabylie. Dans cet article le territoire est, envisagé sous l'angle d'un construit social, à la fois support identitaire aux pratiques d'acteurs et producteur d'identité par le biais de ces mêmes pratiques.

L'identité est caractérisée « par une communauté de valeurs et de traits culturels, d'objectifs et d'enjeux sociaux, par celle d'une même langue [*tamazight* en Kabylie] et d'une même histoire, souvent, mais pas de manière obligatoire, par l'appropriation d'un territoire commun » (Di Méo, 2007 : 2). En fait, il y a plusieurs identités possibles, allant de la famille au genre en passant par la nation et celle des valeurs. Toutefois, celle qui nous retenons ici est celle de l'identité territoriale. Celle-ci est conçue comme participant d'un développement territorial viable (Gagnon, 1994).

Le développement territorial viable est un développement qui permet une transformation sociale qui va dans le sens du « vivant » : respect de l'Homme et de son identité et respect de l'environnement naturel ou organisationnel. La prise en compte de l'identité territoriale, lorsque profondément enracinée, participe d'une dynamique de développement viable, c'est-à-dire répondant aux besoins humains, individuellement et collectivement.

Malgré le phénomène de mondialisation culturelle et économique, et avec lui son mode de consommation uniformisant, la quête identitaire, loin de disparaître, semble se renforcer et pas seulement dans des groupes dits minoritaires. Tout se passe comme si avec l'accentuation de l'uniformisation s'ensuit celle de l'identité (voir point 2.1). Vu le nombre de conflits naissant autour d'affirmations identitaires (Kurdes...), la reconnaissance de l'identité, culturelle, voire religieuse, semble devenue un enjeu central des sociétés postmodernes. Notre recherche s'intéresse à la problématique des rapports entre culture, territoire et développement et, à travers l'étude de cas de la Kabylie, elle tente de répondre aux questions suivantes : existe-t-il une identité territoriale en Kabylie ? Et si oui, quel est l'impact possible sur le développement territorial viable ?

Le choix de la Kabylie³ (voir carte 1 ci-dessous), comme étude de cas, se justifie par l'affirmation, voire la revendication identitaire de la population kabyle, toujours prompte à « défendre son identité » et son mode de gouvernance territorial traditionnel (*tajmaat* ou

³ Les frontières de la Kabylie sont plutôt linguistiques que naturelles, à l'exception du littoral. De façon sommaire, la Kabylie forme un quadrilatère borné, d'ouest en est, par les localités de l'Alma (Boudouaou), Keddara, Palestro (Lakhdaria), Bouira (Tuviret), Bordj Bou Arreridj, Taher, Kherrata et Ziama Mansoura » (<http://www.kabyles.net/Kabylie-appellation-et-limites.8385> [consulté le 18/04/2015]).

comités de village)⁴ parallèle aux institutions étatiques (Perret et Abrika, 2014-a), son taux élevé d'homogénéité, sa culture (langue, Héros...) encore vivace et enfin des valeurs spécifiques, dont l'*lherma* (l'honneur), le *nif* (l'amour propre, l'orgueil), *tiwizi* (l'entraide, le bénévolat) et *tirugza* (valeurs associées à un homme de parole, à un homme digne de confiance) qui concourent à la solidarité de la communauté et à l'organisation sociopolitique traditionnelle (Perret et Abrika, 2014).

Les frontières de la Kabylie sont plutôt linguistiques que naturelles, à l'exception du littoral. De façon sommaire, la Kabylie forme un quadrilatère borné, d'ouest en est, par les localités de l'Alma (Boudouaou), Keddara, Palestro (Lakhdaria), Bouira (Tuviret), Bordj Bou Arreridj, Taher, Kherrata et Ziama Mansoura »⁵



Source de la carte : « À son tour, la Kabylie dans l'engrenage de la guerre », par Lyes Si Zoubir, octobre 1994 *Le monde diplomatique* (http://www.monde-diplomatique.fr/1994/10/SI_ZOUBIR/7506 [consulté le 21 avril 2015]).

La première partie de cet article expose le cadre théorique du développement territorial viable. La seconde partie étudie le lien entre identité et territoire en présentant les différentes formes d'identité. Nous présentons dans la troisième partie les résultats d'une enquête originale conduite auprès de militants berbéristes. Enfin, nous proposons un cadre intégré du développement territorial. Nos résultats montrent qu'il existe des liens étroits entre les concepts d'identité, de territoire et de développement territorial viable.

1. Le développement territorial viable et l'acceptabilité sociale

Le « développement territorial viable » (DTV), concept développé par Christiane Gagnon depuis une vingtaine d'années (voir Gagnon, 1994), met l'accent sur les relations entre les composantes sociale et environnementale et leur viabilité (qualité du développement humain) au travers de la notion de capital (Gagnon, 2008 : 2). Si la notion de capital social, qui, bien qu'étant polysémique, est aujourd'hui bien connue, celle de capital environnemental l'est

⁴ Les comités de village sont composés des représentants masculins des familles du village et sont une forme de gouvernance participative qui permet de mettre en œuvre des projets collectifs grâce à la caisse du village (alimentée par les cotisations des villageois, des dons...) et au travail bénévole des villageois.

⁵ Source ; <http://www.kabyles.net/Kabylie-appellation-et-limites.8385> [consulté le 18/04/2015].

moins. Le capital environnemental se réfère au patrimoine des collectivités : les richesses naturelles, économiques, humaines et culturelles données et construites. La viabilité, quant à elle, suppose la pérennité d'un système dynamique par la prise en compte de critères d'équité (une répartition des revenus qui permet le maintien de la paix sociale par exemple) ou d'éthique (des règles de comportement vertueuses entre les acteurs et entre les acteurs et leur environnement naturel par exemple (protection de l'environnement...)). Leur non-respect peut entraîner des tensions entre les acteurs du système, voire des conflits ouverts (troubles sociaux, conflits inter-ethniques, guerres civiles, ...) (cf. Perret, 2014). La confiance entre les acteurs et entre les acteurs et les institutions doit également être forte pour qu'une dynamique territoriale soit viable.

Tel que défini par Gagnon (1994, 64-70), l'approche du développement territorial viable est à l'intersection de quatre approches : (1) l'approche planificatrice qui s'inscrit dans les champs disciplinaires de l'urbanisme, de l'aménagement et du développement régional, (2) l'approche économique qui intègre le coût de la pollution ou de la dépollution au calcul économique, (3) l'approche écologique qui traite dans la plupart des cas l'environnement sous l'angle de la biophysique des territoires et (4) l'approche humaniste, plus globale, qui fait appel aux notions de valeurs, d'équité, de justice sociale ou de rapports humains. Ces rapports peuvent être les rapports Nord/Sud, les rapports entre deux communautés ou les rapports d'une communauté à un ensemble plus vaste (région, pays).

Les pratiques d'entraide spécifiques à un territoire, les valeurs sous-jacentes à la façon dont les Hommes s'organisent (démocratie, égalité entre les Hommes, égalité homme-femme, valeurs associées à la confiance...) sont au cœur de l'approche humaniste et sans doute la clé d'une dynamique territoriale viable. En effet, la négation ou l'oubli de l'importance de l'identité des communautés, qui vivent sur un territoire donné, peut entraîner des situations de tensions, voire de conflits. En d'autres termes, planifier un développement territorial « par le haut » demeure une planification utopique, voire purement technocratique, si celle-ci ne s'appuie pas sur les valeurs et caractéristiques singulières d'un territoire d'appartenance.

Les médias, les études et les luttes sociales regorgent d'exemples où des projets industriels de développement ont connu des échecs coûteux, parfois même en vies humaines, sur des territoires valorisés ou ancestraux ou de survie pour des communautés par exemple, dont le mythe fondateur est la terre-mère. Il s'agit là d'un problème d'acceptabilité sociale des activités économiques qui fait référence à la perception des parties prenantes locales qu'un projet, une entreprise ou une industrie est socialement acceptable ou légitime (Boutilier et Thomson, 2011 *in* Raufflet, 2014). Comme le démontre le discours et les pratiques des États et des entreprises, en matière de consultation publique, l'acceptabilité sociale des populations locales est nécessaire. Par exemple, le projet du gouvernement du Québec d'exploiter les gaz de schiste et les hydrocarbures est soumis actuellement à une troisième évaluation environnementale stratégique (ÉES)⁶ où l'acceptabilité sociale est partie intégrante de l'ÉES. L'Algérie, qui souhaite exploiter ses réserves de gaz de schistes, est actuellement confrontée à ce problème d'acceptabilité au sud du pays (In Salah)⁷ et pourrait l'être dans le futur en Kabylie⁸. Le concept d'acceptabilité sociale n'est pas un concept stabilisé dans la littérature scientifique. Toutefois, dans la pratique, il peut comporter quatre phrases : 1) le rejet (les activités économiques sont perçues comme non légitimes par les communautés locales), 2) la

⁶ <http://hydrocarbures.gouv.qc.ca/ees-gaz-de-schiste.asp>.

⁷ <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20150301.OBS3587/algerie-une-manifestations-anti-gaz-de-schiste-degenere-a-in-salah.html> [consulté le 20/04/2015].

⁸ Voir la lettre de Fehat Mehenni au Président François Hollande : <https://www.kabyle.com/exploitation-du-gaz-schiste-kabylie-ferhat-mehenni-ecrit-francois-hollande-22852-10032014> [consulté le 18/04/2015].

tolérance (les communautés locales acceptent avec une certaine résignation et restent vigilantes), 3) l'approbation (les communautés collaborent) et 4) la co-appropriation (les communautés locales sont co-gestionnaires) (Boutilier et Thomson, 2011). L'acceptabilité sociale repose sur la confiance envers les promoteurs privés et aussi les institutions étatiques, ce qui, au fur et à mesure des scandales et décisions, pose de plus en plus problème. En Kabylie, le manque de confiance des populations locales dans les institutions est un véritable problème et peut expliquer en partie la survivance du mode de gouvernance traditionnelle des villages par *tajmaat* (Perret, 2014, Perret et Abrika, 2014-a et b).

2. Identités et territoire

Le territoire est fabriqué au sens où il est le fruit d'interactions multiples et complexes, de pratiques socioculturelles concrètes et symboliques qui sont spatialement organisées et dynamiques. Les luttes et les enjeux y engendrent une différenciation sociale⁹ (Di Méo et Buléon, 2005). C'est ce que recouvre l'expression de construit social pour désigner l'appréhension du territoire.

2.1. Identités individuelle et collective

En guise de définition générale, on peut dire que l'identité est « une représentation de soi-même [...], le fait d'un individu et de sa subjectivité » (Staszak, 2004 *in* Di Méo, 2007). Cependant, la multiplicité des adjectifs accolés au terme identité est le signe de sa complexité : on parle d'identité individuelle, d'identité collective, d'identité par le territoire, d'identité du territoire... « Phénomène social, presque toujours pluriel, les identités, individuelles ou collectives, se déclinent selon un *continuum* : du sujet humain aux territoires [...] » (Di Méo, 2007 : 1). L'identité individuelle ou collective n'est pas innée, c'est un construit social, un discours voire une revendication... et dans bien des cas une revendication manipulable (des mouvements politiques peuvent ainsi « sufer » sur la peur de « dilution/disparition » des identités). Les identités individuelles et communautaires (de langue, de valeurs, de traits culturels, d'objectifs, d'enjeux sociaux, par l'appropriation d'un territoire commun...) sont exprimées par des individus qui la formulent et la diffusent.

C'est dans les années 60-70 (aux États-Unis) qu'un renouveau dans les recherches sur l'identité a été opéré : on passe alors de l'identité conçue dans une continuité temporelle inébranlable « par le haut » (par l'État, par héritage...) à une acception plus mouvante, plus dynamique. Selon Amin Maalouf, dans son essai *Les identités meurtrières* (2014 : 119), chacun d'entre nous est dépositaire de deux héritages : le premier est vertical (il vient des ancêtres, des traditions...) et le second est horizontal (il vient des contemporains). Si plus d'un se réclame de l'héritage vertical, Maalouf pense que l'héritage horizontal devient de plus en plus déterminant. L'identité devient l'œuvre d'acteurs sociaux compétents, dotés de réflexivité et de la capacité de produire du sens dans un environnement caractérisé par la rapidité de ses évolutions. Ce serait donc le sujet lui-même qui se construit ou se définit « par le bas » en multipliant ses appartenances objectives (à des groupes, à des lieux, à des territoires...) (Di Méo, 2007). Il y a « ce que nous sommes dans la réalité, et ce que nous devenons sous l'effet de la mondialisation culturelle, à savoir des êtres tissés de fils de toutes couleurs » (Maalouf, 2014 : 119). Cette construction semble rassurante dans un monde en pleine ébullition : elle permet de gérer sa propre continuité dans un monde fait de migrations. L'actualité montre qu'aujourd'hui la multiplication des revendications dites identitaires est

⁹ La différenciation sociale provient du fait que les individus ont tendance à accentuer leurs ressemblances aux membres de l'endogroupe et leurs différences aux membres des exogroupes.

également le signe de la peur de l'autre, de la peur de la dilution culturelle dans des sociétés devenues plus cosmopolites comme en Europe, ou bien qu'elle est le prétexte de la redéfinition des frontières comme nous le montrent les nombreux conflits qui vont sans doute à termes redessiner la carte de l'Afrique, voire de l'Europe.

2.2. L'identité par le territoire

Il ne faut pas confondre identité du territoire et identité par le territoire. On parle d'identité du territoire « quand on cherche à mettre en évidence les données concrètes d'un espace géographique, son site, son patrimoine, les caractéristiques culturelles partagées de ses habitants » (Guérin-Pace et Guermont, 2006 : 289). Certains territoires véhiculent une identité plus forte que d'autres (Guérin-Pace et Filippova, 2008). La plupart des identités ont une « composante géographique, une spatialité qui les renforce et les rend plus prégnantes. Elles s'expriment [...] souvent, par ces médiations du social et du spatial que forment les lieux, les territoires, les paysages » (Di Méo, 2007 : 1). L'identité par le territoire évoque la contribution d'un lieu à la formation d'une identité personnelle. Cependant, le fait de partager un territoire ne suffit pas à générer une identité unique (Guérin-Pace et Filippova, 2008). L'identification à un territoire peut apparaître comme une alternative au citoyen planétaire. Elle est en quelque sorte secrétée par la crainte de l'uniformisation (Guérin-Pace et Guermont, 2006).

Les identités sont évolutives et dépendent du contexte. Pour Di Méo (2007), la multiplication des référentiels identitaires ne déracine pas un individu ou un groupe en quête de sens. Elle l'invite au contraire à rechercher une cohérence sociale et spatiale autour de son histoire et de la construction de sa propre territorialité. Par exemple, pourquoi l'identité kabyle, la « kabyllité »¹⁰ est-elle toujours aussi forte ? Le fait que les différentes colonisations ont parfois pu ou tenté de brouiller les identités (changements de noms de lieux ou de noms patronymiques par l'administration coloniale française...) ont sans doute joué sur le renforcement d'un discours mettant en avant le territoire, la culture et les artefacts au centre de l'identification. ; ceci permettant à la population de gérer sa propre continuité, de conserver une cohérence. Les Kabyles disent d'ailleurs souvent, non sans ironie, être passés « de Français à Algériens » et de « Berbères à Arabes »¹² à l'indépendance.

Yves Guermont (*in* Bayou, 2011) distingue trois éléments qui concourent à la formation d'une identité régionale : un élément cognitif (les gens doivent être informés de l'existence de la région et de ses limites), un élément affectif (qui donne le sentiment d'une identité commune dans l'espace envisagé) et un élément instrumental (qui crée une mobilisation pour une action collective). Concernant l'élément cognitif, si les Kabyles parlent de Kabylie (qu'ils appellent *tamurt*), il n'existe aucune délimitation ou frontière au sens strict d'un espace qui se superposerait aux frontières administratives des *Wilayate*. Par contre, il est clair que le sentiment d'une identité commune, notamment au travers de la pratique de la langue (*tamazight*) est très vivace et que les soulèvements récents de la population (Printemps berbère et Printemps noir notamment) montrent que ce sentiment est suffisamment fort pour créer une mobilisation populaire.

¹⁰ À noter que nous utilisons le terme de « kabyllité » plutôt que celui de berbéricité car les Kabyles sont fiers de revendiquer venir de Kabylie ou d'être nés en Kabylie et de s'identifier à un haut lieu de résistance aux différentes colonisations (Turque, Française...) ou de rébellion à l'État central (Printemps berbère en 1980, Printemps noir en 2001...).

¹² En référence au discours de Ben Bella à Tunis en 1962.

La relation homme espace est une relation imaginaire et c'est par cette relation imaginaire que l'espace acquiert un sens. « Les lieux ne sont jamais de simples points géographiques, mais ils ont un rôle identitaire majeur [...] (Casey 1993 in Clarac et Bergadaà, 2008). « Les peuples savent qui ils sont grâce aux récits qu'ils racontent à leur propre sujet et au sujet d'autrui. Phénomènes en constante évolution, les identités sont elles-mêmes des récits en formation, des éléments successifs dans le temps et l'espace qui se développent, évoluent et changent radicalement. Les récits, qu'ils soient oraux, visuels ou écrits, fictifs ou référentiels, imaginaires ou historiques, constituent les principaux documents de l'expression culturelle [traduction] » (Friedman, 1998 : 8-9 in Osborne, 2001). Ces récits sont ancrés dans l'espace, ils sont associés à des lieux définis qui s'imprègnent d'un sens culturel produit par l'histoire, ils créent « l'esprit du lieu » (Osborne, 2001). Si les lieux participent aux identités, en retour, les identités contribuent activement à toutes les constructions sociales d'espaces (Di Méo, 2007). « Les formes spatiales des identités, les dimensions identitaires des espaces s'interpénètrent selon une dialectique subtile » (Di Méo, 2007 : 1). Les lieux, les Héros (Kahina Reine berbère...), les artefacts (bijoux kabyles, huile d'olive...) et les événements patrimoniaux (fête du bijou At-Yenni, fête du tapis à Aït Hichem...) ou le calendrier (*Yennayer*) participent à la représentation sociale du territoire et indirectement à l'identité régionale.

Le sentiment d'appartenance est un processus dynamique en tension entre attachement et distanciation. Il passe par le processus de socialisation et l'acquisition de connaissances historiques et géographiques (Guérin-Pace et Filippova, 2008). S'approprier un territoire demande de se sentir bien dans son territoire ou d'être en accord avec les pratiques et valeurs circulant dans le territoire. Un émigré qui ne vit plus sur le territoire peut encore se définir par rapport à lui et défendre les valeurs qui sont associés à ce territoire. Le territoire, même physiquement éloigné, peut faire sens pour lui. Marie Laetitia Helluy-des Robert (*in* Guérin-Pace et Filippova, 2008) estime qu'il existe trois degrés d'intensité du lien à l'espace :

- L'attachement spatial (il peut se limiter à un lien affinitaire avec un lieu sans autre enjeu),
- L'appropriation spatiale (lorsqu'un individu s'investit affectivement dans les lieux), cette appropriation pouvant être culturelle (en référence à la culture de la région), physique (par la fréquentation du territoire) et mémorielle (importance de la transmission intergénérationnelle, de l'imprégnation enfantine).
- Et l'incorporation : lorsque les lieux font sens pour l'individu. L'individu peut alors très bien vivre en dehors de l'espace géographique du territoire, comme par exemple un émigré, tout en continuant à défendre les spécificités de son territoire d'origine. C'est le cas des Kabyles et des berbéristes militants qui ont constitué un réseau associatif dense dans certains pays (France, Canada...) pour défendre leurs spécificités régionales. Il y aurait donc identification à un territoire, malgré la distance, voire l'immigration.

2.3. Identité et capital social

Les liens particuliers qui unissent les acteurs d'un territoire peuvent être examinés à la lumière du concept de capital social (Weber, 1921, Bourdieu, 1958 et 1980...). Ce concept s'inscrit dans trois types de relations : inter-groupe, intra-groupe et environnementale (le rapport à la terre, *tamurt imazighen*, par exemple). Deux grandes approches du capital social peuvent être distinguées : une approche en termes de valeurs et de normes et une approche en termes de réseaux relationnels. Ces différences d'approche se retrouvent dans la distinction entre le capital social cognitif, c'est-à-dire les processus mentaux des individus, les valeurs,

les normes, les croyances *etc.* qui prédisposent les agents à la coopération et le capital social structurel, c'est-à-dire les structures (organisations) dans lesquelles les agents agissent (Uphoff, 2000). Collier (1998) distingue également deux formes de capital social interdépendantes : le capital social gouvernemental (institutions ou organisations mises en place par l'État ou le secteur public) et le capital social civil (organisations qui émanent de la société civile). Ces deux visions du capital social, une fois croisées, permettent de dresser une typologie du capital social à la manière de Sirven (2000) (cf. tableau 1).

Tableau 1 – Nature du capital social

Nature du capital social	Capital social structurel	Capital social cognitif
Capital social civil	Associations, ONG...	Normes, valeurs et croyances, l'esprit d'association et de solidarité, la confiance...
Capital social gouvernemental	État, collectivités territoriales...	Lois, régime politique...

Source : construit à partir de Sirven (2000 : 9).

3. L'étude de cas : l'identité Kabyle

Pour illustrer notre sujet, la méthodologie de l'enquête par questionnaire a été utilisée. Le questionnaire comprend 22 questions fermées et 6 questions ouvertes. Il a été administré en ligne, au printemps 2015. C'est par le réseau de collègues de l'Université de Tizi-Ouzou¹⁴, connue pour son engagement dans le combat identitaire, qu'il a été diffusé auprès des étudiants¹⁵ et d'associations culturelles kabyles en France et au Canada. Nous avons recueilli 170 questionnaires.

3.1. L'identité par le territoire

Si une part importante des répondants habite aujourd'hui en dehors de l'Algérie (70% de notre échantillon), presque 60% ont grandi dans la Wilaya de Tizi-Ouzou et 14,1% dans la Wilaya de Bejaia (seuls 13,5% ont grandi à l'étranger (France ou Canada essentiellement)). Environ la moitié des personnes qui ont répondu appartiennent à une association culturelle berbère (86/170). Ces personnes peuvent donc être considérées comme des militants actifs de la défense de la culture Kabyle.

Sur les 170 personnes interrogées, plus de la moitié (51,7%) se définissent d'abord (rang 1) en tant que Kabyle et 21,2% en tant qu'Algérien (rang 1) lorsqu'ils ont choisi trois lieux, par ordre d'importance, dans une liste de propositions. Au total, en additionnant les 3 rangs, presque 89% s'identifient en tant que Kabyle (cf. tableau 2). Bien évidemment, ce type de « hiérarchie » n'est en aucun cas figé. Le contexte peut amener à s'identifier autrement à différents moments de la vie.

¹⁴ L'analyse de la répartition des taux d'homogénéité culturelle (comparaison entre le lieu de résidence et l'origine culturelle du père) en Algérie montre que c'est l'aire culturelle des Monts de Kabylie qui est la plus homogène : 91,4% contre 47,5% pour la Zone côtière (Mercurie *et alii* (1997 : 29)).

¹⁵ Une grève ayant éclaté à l'Université de Tizi-Ouzou, nous n'avons malheureusement eu que peu de réponses d'étudiants.

Tableau 2 – Identification par lieu identitaire

Identification à un lieu	Nb. cit. (rang 1)	Fréq.	Nb. cit. (rang 2)	Fréq.	Nb. cit. (rang 3)	Fréq.	Nb. cit. (somme)	Fréq.
Je suis Kabyle	87	51,2%	46	28,9%	18	12,5%	151 (2,18)	31,9%
Je suis Algérien(ne)	36	21,2%	17	10,7%	22	15,3%	75 (0,97)	15,9%
Je suis Berbère	22	12,9%	52	32,7%	15	10,4%	89 (1,09)	18,8%
Je suis Nord-Africain(e)	12	7,1%	20	12,6%	27	18,8%	59 (0,61)	12,5%
Je suis français(se)	5	2,9%	2	1,3%	11	7,6%	18 (0,18)	3,8%
Autre	3	1,8%	2	1,3%	3	2,1%	8 (0,09)	1,7%
Je suis de mon village / ville	2	1,2%	8	5,0%	10	6,9%	20 (0,19)	4,2%
Je suis de mon pays d'accueil (France, Canada, Espagne, Italie...)	2	1,2%	7	4,4%	22	15,3%	31 (0,25)	6,6%
Je suis de ma tribu	1	0,6%	1	0,6%	1	0,7%	3 (0,04)	0,6%
Je suis canadien(ne)	0	0,0%	4	2,5%	14	9,7%	18 (0,13)	3,8%
Je suis Arabe	0	0,0%	0	0,0%	1	0,7%	1 (0,01)	0,2%
TOTAL CIT.	170		159		144		473	100%

3.1.1. Caractéristiques de la Kabylie

Par le biais d'une question ouverte, nous avons demandé d'identifier trois éléments qui caractérisent le mieux la Kabylie. Toutes rangs confondus, la fréquence de la langue est de plus de 90% (154/170) et celle des pratiques et valeurs compte pour une caractéristique importante dans plus de 61% (154/170) des réponses (cf. tableau 3)). Être Kabyle signifie « *défendre la langue* », « *être libre* », « *être un argaz [un homme de parole]* », « *être un homme libre et fier de son identité* », « *être libre, être fier de nos racines* », « *amazigh, laïque, tolérant, travailleur* », « *adopter les valeurs de la démocratie, de l'intérêt général, la séparation du mythe (religieux) et de la vie politique* »...).

Tableau 3 – les éléments caractéristiques de la Kabylie

Éléments caractéristiques	Nb. cit. (rang 1)	Fréq.	Nb. cit. (rang 2)	Fréq.	Nb. cit. (rang 3)	Fréq.	Nb. cit. (somme)	Fréq.
La langue kabyle (tamazight)	107	62,9%	38	22,5%	9	5,4%	154	31,1%
Les montagnes	40	23,5%	20	11,8%	18	10,8%	78 (1,05)	15,7%
Les pratiques et valeurs	15	8,8%	34	20,1%	55	33,1%	104 (0,99)	21,0%
Les villages kabyles	4	2,4%	33	19,5%	30	18,1%	67 (0,64)	13,5%
Les comités de village / tajmaat	2	1,2%	27	16,0%	30	18,1%	59 (0,53)	11,9%
Non réponse	1	0,6%	3	1,8%	6	3,6%	1 (0,09)	0,2%
Les champs doliviers	1	0,6%	13	7,7%	13	7,8%	27 (0,25)	5,4%
Autre	0	0,0%	1	0,6%	5	3,0%	6 (0,04)	1,2%
TOTAL CIT.	170		169		166		496	100%

3.1.2. Les artefacts et personnages représentant la Kabylie

Les artefacts les plus souvent choisis pour représenter la Kabylie sont les bijoux, symboles d'un haut lieu de la « Kabylité » (At Yenni) et l'huile d'olive (64\170).

Dans une liste de 5 personnages historiques proposée¹⁶, c'est la reine berbère Kahina (n=68) et le roi Numide Massinissa (n=57) qui semblent le mieux les représenter (cf. tableau 4). Le choix de Kahina est souvent justifié par sa féminité (« *symbole de la femme berbère* », « *la résistance au féminin* », « *femme courageuse* », « *résistance à l'invasion arabomusulmane* », « *elle incarne la bravoure, la fierté, la résistance au féminin* », « *cela signifie que les femmes occupent des places importantes dans la société berbère* », ...) tandis que Massinissa représente le rassembleur (« *il a réussi à regrouper les terres amazigh et il a dit*

¹⁶ La liste proposée était : Massinissa Roi de Numidie, Jugurtha Roi de Numidie, Juba II Roi de Numidie, Kahina Reine berbère, Tin Hinane Reine berbère.

l'Afrique aux Africains », « unificateur des Berbères », « premier roi de la Numidie unifiée », « a incarné la puissance de la Numidie », « a unifié tamazgha », ...).

Tableau 4 – Choix d'un artefact et d'un personnage historique comme symbole de la Kabylie

Objet ou produit représentatif	Nb. cit.	Fréq.	Personnage historique	Nb. cit.	Fréq.
Les bijoux kabyles	64	37,7%	Kahina Reine berbère	68	40,0%
L'huile d'olive	64	37,7%	Massinissa Roi Numidie	57	33,5%
Les tissages kabyles	15	8,8%	Jugurtha Roi de Numidie	29	17,1%
Autre	10	5,9%	Non réponse	6	3,5%
La poterie kabyle	9	5,3%	Tin Hinane Reine berbère	6	3,5%
Non réponse	8	4,7%	Juba II Roi Numide	4	2,4%
TOTAL CIT.	170	100%	TOTAL CIT.	170	100%

Quelques très grands chanteurs ont également une place très particulière dans le cœur des Kabyles. Nous leur avons demandé de choisir dans une liste¹⁷ celui qui incarne le mieux la Kabylie. Matoub le rebelle est cité dans plus de 42% des réponses (72 /170), suivi de Ferhat Mehenni (35 citations), d'Aït Menguellet et de Slimane Azem (respectivement 20 citations) puis d'Idir (17 citations).

Il est intéressant de constater dans les *verbatim* que les raisons diffèrent d'un chanteur à l'autre. Matoub incarne la révolte et le sacrifice (« *un rebelle* », « *il a sacrifié sa vie pour la Kabylie* », « *il a défendu avec son sang la Kabylie* », « *c'est l'esprit même de la Kabylie (par sa lutte et son attachement à la région)* », « *il représente la lutte berbère* », « *son combat et sa vie se confondent* »,...), Ferhat son combat politique actuel¹⁸ (« *sa lutte pour l'indépendance* », « *son combat pour la liberté et la kabylité* », « *c'est lui le grand maquisard de la chanson kabyle* », « *[...] aujourd'hui, le véritable leader pour l'autodétermination de la Kabylie* », « *[...] il est celui qui veut doter ce territoire et cette identité d'un État pour ne pas disparaître, une chose que personne d'autre n'a osé faire jusque-là* »,...), Aït Menguellet la sagesse (« *sa sagesse* », « *sa droiture, son honnêteté et c'est celui qui reflète l'homme Kabyle, à savoir une grande réserve, humble et qui avance sans chercher les éloges et l'enrichissement à tout prix* », « *poète et philosophe, c'est un maître à penser* »,...) et enfin Idir l'ouverture au monde et la reconnaissance internationale (« *il a universalisé la chanson kabyle* », « *il a fait connaître la musique kabyle à l'étranger* », « *très connu, même parmi les non Kabyles* », « *il a fait sortir la chanson kabyle de l'ombre* »,...).

3.2. Les relations au territoire : entre appropriation et appartenance

Selon l'enquête effectuée, et selon un choix de 5 réponses possibles, les Kabyles aiment « leur territoire » (56 citations en rang 1, 18 citations en rang 2 et 18 citations en rang 3) qu'ils considèrent comme spécifique, notamment par son combat identitaire (cf. tableau 5).

¹⁷ Sept chanteurs ont été proposés (Aït Menguellet, Slimane Azem, Malika Domrane, Ferhat Mehenni, Nouara, Idir, Lounes Matoub). Les répondants pouvaient ajouter un autre chanteur de leur choix.

¹⁸ Le mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (MAK) qui prône aujourd'hui l'indépendance.

Tableau 5 – Définition du territoire de Kabylie

Définir Kabylie	Nb. cit. (rang 1)	Fréq.	Nb. cit. (rang 2)	Fréq.	Nb. cit. (rang 3)	Fréq.	Nb. cit. (somme)	Fréq.
Un territoire que j'aime	56	32,9%	18	10,7%	18	11,3%	92	19,1%
Un territoire spécifique	49	28,8%	15	8,9%	7	4,4%	71 (1,10)	14,7%
Un territoire rebelle	24	14,1%	28	16,7%	29	18,2%	81 (0,94)	16,8%
Un territoire en lutte	14	8,2%	38	22,6%	44	27,7%	96 (0,96)	19,9%
Un territoire oublié	6	3,5%	6	3,6%	12	7,6%	24 (0,25)	5,0%
Un territoire comme les autres	6	3,5%	2	1,2%	5	3,1%	13 (0,16)	2,7%
Un territoire en crise	4	2,4%	12	7,1%	6	3,8%	22 (0,25)	4,6%
Un territoire riche	4	2,4%	13	7,7%	9	5,7%	26 (0,28)	5,4%
Un territoire vivant	3	1,8%	23	13,7%	17	10,7%	43 (0,43)	8,9%
Non réponse	2	1,2%	9	5,4%	5	3,1%	2 (0,17)	0,4%
Un territoire pauvre	2	1,2%	4	2,4%	6	3,8%	12 (0,12)	2,5%
Autre	0	0,0%	0	0,0%	1	0,6%	1 (0,01)	0,2%
TOTAL CIT.	170		168		159		483	100%

Notre tableau ne présente que les 3 premières réponses (rangs 1 à 3).

La préservation environnementale, mise de côté depuis les années 90, redevient aujourd'hui un sujet de préoccupation en Kabylie. Ainsi, parmi les 170 personnes interrogées, 161 pensent que la protection de l'environnement en Kabylie est très importante, 156 que l'environnement se dégrade et 109 que la collecte des déchets est mauvaise. Il est de fait qu'en Kabylie les bords des routes sont jonchés de bouteilles et autres détritiques alors qu'avant les années 2000 on appelait cette région « la petite Suisse ».

3.3. Le capital social

Le capital social n'est pas une variable facile à mesurer et demanderait un approfondissement certain sur le terrain. Toutefois, sur la seule base de l'indicateur des comités de village, nous avons questionné les participants sur leur importance. Certains villages de montagne longtemps isolés ont effectivement réussi à se développer grâce au travail collectif organisé par les comités (Perret et Abrika, 2014-a). Quelques villages revendiquent d'ailleurs même une certaine « autonomie ». Les 170 personnes interrogées pensent que les comités de village, qui sont considérés comme un symbole de la culture kabyle (52 citations en rang 1), participent au développement local (46 citations en rang 1), voire sont indispensables à la survie des villages (40 citations en rang 1) (cf. tableau 5).

Tableau 5 – Les comités de villages (3 choix ordonnés)

Comités de villages	Nb. cit. (rang 1)	Fréq.	Nb. cit. (rang 2)	Fréq.	Nb. cit. (rang 3)	Fréq.	Nb. cit. (somme)	Fréq.
Les comités de village sont un symbole de la culture kabyle	52	30,6%	47	28,0%	20	12,9%	119	25,1%
Les comités de villages participent au développement local	46	27,1%	23	13,7%	19	12,3%	88 (1,21)	18,5%
Les comités de village sont indispensables à la survie des villages	40	23,5%	30	17,9%	20	12,9%	90 (1,19)	19,0%
Les comités de village doivent être préservés	13	7,7%	32	19,1%	60	38,7%	105 (0,97)	22,1%
Les comités de village sont en train de disparaître	9	5,3%	14	8,3%	17	11,0%	40 (0,43)	8,4%
Les comités de village ne servent à rien	4	2,4%	0	0,0%	0	0,0%	4 (0,07)	0,8%
Les comités de villages sont complémentaires à l'action de l'Etat	4	2,4%	9	5,4%	14	9,0%	27 (0,26)	5,7%
Non réponse	2	1,2%	13	7,7%	5	3,2%	2 (0,22)	0,4%
TOTAL CIT.	170		168		155		475	100%

En Kabylie, l'organisation sociale repose sur certaines valeurs et pratiques dont *tirugza* et *tiwizi*. *Tirugza* fait référence à la valeur sociale d'un individu, à son courage, à sa capacité à tenir sa parole, à être digne de confiance. Ce sont ces valeurs immatérielles (*tirugza*) qui définissent l'*argaz* (*tabargazt* au féminin). *Argaz* (au pluriel *irgazen*) signifie Homme (adulte,

en âge de porter les armes) chez les tous Berbères du Nord (Touaregs exclus). Le sens de la racine lexicale dont le mot est issu (RGZ), bien conservé en touareg, signifie marcher ou plus précisément marcher en file indienne. *Argaz*, qui a une structure morphologique d'adjectif, est donc étymologiquement le marcheur, le piéton, le fantassin.¹⁹ *Tiwizi* (pluriel de *tiwiza*) signifie travail collectif ou entraide et renvoie à l'obligation de participer aux travaux d'intérêt collectif dans les villages, travail organisé par les comités de village. *Tirugza* et *tiwizi* sont encore considérées comme des valeurs ou pratiques très importantes par les Kabyles, même si sur les personnes enquêtées un peu plus de 46% des interviewés disent ne participer à *tiwizi* que de temps en temps (cf. tableau 6). Les occasions d'y participer sont les travaux collectifs dans les villages, la cueillette des olives ou l'aide à la construction de la première dalle des maisons.

Tableau 6 – Importance des valeurs *tirugza* et *tiwizi*

Importance Tirugza	Nb. cit.	Fréq.	Importance Tiwiza	Nb. cit.	Fréq.
Très importante	111	65,3%	Très importante	99	58,2%
Importante	27	15,9%	Assez importante	31	18,2%
Assez importante	19	11,2%	Importante	27	15,9%
Sans importance	7	4,1%	Sans importance	5	2,9%
Non réponse	4	2,4%	Non réponse	5	2,9%
Peu importante	2	1,2%	Peu importante	3	1,8%
TOTAL CIT.	170	100%	TOTAL CIT.	170	100%

4. Un cadre intégré du développement territorial viable

Si le développement territorial viable peut être défini comme « l'expression d'un changement social caractérisé par la montée du partenariat, l'émergence d'acteurs multiples, la recherche de solutions alternatives à celles des superstructures économiques, et l'introduction de critères sociaux et culturels à côté de rationalités purement économiques [...] » (selon Gagnon et al. (2008, 1), les interactions entre la sphère du social, de l'environnement, de la gouvernance et de l'économie sont mises en jeu.

Nous proposons ci-dessous un cadre intégré du développement territorial viable (voir point 1 pour sa définition) en recourant au concept de capital social et en mettant en évidence l'importance de l'identification par le territoire dans la dynamique du système. Ce cadre peut être conçu en décomposant le capital social en différents capitaux : capital social cognitif, capital social structurel informel²⁰, capital social structurel gouvernemental et capital social structurel cognitif.

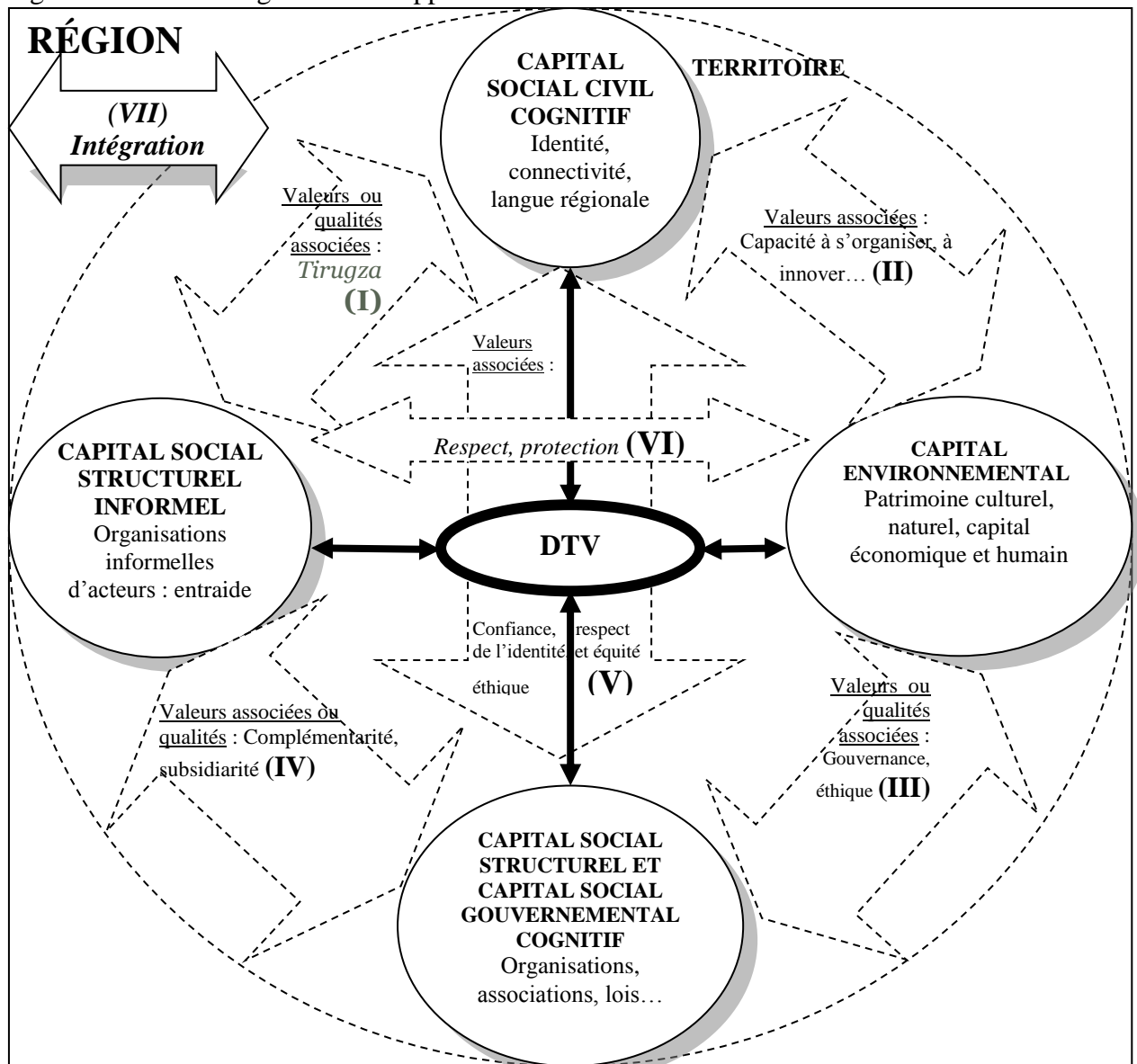
Les traits pleins, dans la figure synthèse (Fig. 1) , mettent en évidence les variables de développement territorial viable tandis que les pointillés indiquent les valeurs ou pratiques sous-jacentes qui définissent les caractéristiques des liens entre les variables. De là, sept types de lien ont été identifiés et discutés : (I) le lien réciproque entre le capital social civil cognitif et le capital social structurel informel, (II) le lien entre le capital social civil cognitif et le capital environnemental, (III) le lien entre le capital social structurel / capital social gouvernemental cognitif et le capital environnemental, (IV) le lien entre le capital social structurel informel et le capital social structurel ou le capital social gouvernemental cognitif, (V) le lien entre le capital social civil cognitif / capital social structurel et le capital social

¹⁹ Échange mail avec Salem Chaker février 2015.

²⁰ Nous utilisons ici informel dans le sens où des organisations spontanées d'acteurs sont créées en parallèle des institutions officielles (État, associations...). Si la tendance est aujourd'hui de déclarer les comités sous forme associative pour disposer d'un compte bancaire, ce n'est pas toujours le cas.

gouvernemental cognitif, (VI) le lien capital entre le capital social structurel informel et le capital environnemental et enfin (VII) la relation Homme-Espace et l'intégration du territoire dans la nation.

Fig. 1 – Un cadre intégré du développement territorial



I) Le lien réciproque capital social civil cognitif / capital social structurel informel

Ce sont les valeurs profondément ancrées dans une communauté qui peuvent expliquer les liens d'entraide spécifiques et les organisations informelles des acteurs. La gouvernance traditionnelle des villages repose ainsi sur *tiwizi* et *tirugza* (Perret, 2014, Perret et Paraque 2014). Si ces valeurs s'étiolent, le système de gouvernance des villages peut disparaître.

(II) Le lien capital social civil cognitif / capital environnemental

La connectivité, la capacité à s'entraider et à s'associer a un impact sur le développement du capital environnemental (création d'entreprises, création d'associations, externalités positives de l'entraide...). Le développement du capital environnemental peut, inversement, faire évoluer l'importance accordée à certaines valeurs. Ainsi, plus l'environnement naturel est préservé, plus cela va inciter à le respecter.

(III) Le lien capital social structurel et capital social gouvernemental cognitif / capital environnemental

Le capital environnemental est impacté par le type de gouvernance et la législation : il a un impact sur la création des richesses ou le développement du patrimoine. Par exemple, la qualité de l'école publique a un effet sur l'accumulation du capital humain qui peut à son tour entraîner une évolution de la gouvernance territoriale en transmettant des valeurs démocratiques.

(IV) Le lien capital social structurel informel / capital social structurel ou le capital social gouvernemental cognitif

Le capital social structurel informel (comités de villages) et capital structurel gouvernemental (administration) peuvent se compléter ou se substituer (Perret et Abrika, 2014-a). La substitution totale du capital social structurel informel au capital structurel gouvernemental pourrait signifier l'indépendance d'un territoire ou tout au moins son autonomie. Un article de presse parlant du village de Zounga (situé à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou) souvent qualifié de République villageoise, précise ainsi que « le comité de village, avec ces propres moyens et la volonté des villageois, a réalisé des projets là où même l'État peine à prendre pied ».²¹

(V) Le lien réciproque capital social civil cognitif / capital social structurel et le capital social gouvernemental cognitif

Pour que le développement d'un territoire soit ancré et viable, c'est-à-dire répondant aux besoins fondamentaux des femmes et des hommes, il est nécessaire que les autorités proposent une vision stratégique et qu'elles soient capables de redonner confiance à la fois en elles et en l'avenir, tout en respectant l'identité d'une communauté. Si cette dernière condition n'est pas respectée, là encore, la dynamique du système peut être impactée, voire bloquée par des tensions/conflits. En Algérie en général et en Kabylie en particulier, la confiance à l'égard des hommes politiques et des institutions demeure faible (Perret et Abrika, 2014-b) et les Algériens en général soulignent souvent un manque de stratégie de diversification de l'économie.

(VI) Le lien capital social structurel informel / capital environnemental

La capacité à s'organiser et à se coordonner ainsi que la connectivité entre les individus et groupes sociaux impactent sur le niveau et la qualité du capital environnemental. Par exemple, le village d'Iguersafène²², village de 4500 habitants environ situé à 70 km à l'est de Tizi-Ouzou, a ainsi mis en place un système de tri sélectif des déchets : des bacs à ordures réservés au plastique et au papier ont été disposés dans le village et un camion (acquis avec les moyens du village qui rémunère aussi le chauffeur) passe tous les matins pour vider les bacs avant de les amener à un centre de tri aménagé par les villageois. Les déchets ainsi collectés sont vendus pour recyclage auprès d'entreprises de la région. Un système de compostage a également été mis en place pour traiter les déchets biodégradables et un volet de sensibilisation des femmes a été prévu. Cette opération est pilotée par une association de protection de l'environnement, Alma Vert, qui prend conseil auprès de villageois universitaires spécialisés dans le secteur.

(VII) La relation Homme-Espace et l'intégration du territoire dans la nation

Gagnon et al. (2008, 5) identifient trois facteurs stratégiques de la dynamique territoriale : l'intégration d'un territoire dans un ensemble régional (cette notion renvoie à l'idée de l'ouverture, des échanges, des transactions), la connectivité civile (ou capacité à se mettre en lien qui est importante en Kabylie (Perret, 2014)) et, enfin, en l'absence de caractéristiques

²¹ Source : « Zounga, un village qui cultive la solidarité. Commune d'Illiten », par A. Igoudjil, *Le temps d'Algérie*, 17 Août, 2010.

²² « La citoyenneté se réinvente en kabylie : Leçon de gouvernance à Iguersafène », *El Watan*, jeudi 12 Février 2015.

socio-économiques favorables, les territoires où les acteurs territoriaux font preuve de dynamisme, de gouvernance participative (dans notre cas les comités de village), de fierté et d'une vision à long terme. La négation des spécificités régionales peut conduire au conflit avec l'État central. Ainsi, le Printemps berbère de 1980, plus grand mouvement d'opposition aux autorités après l'indépendance, puise ses racines dans la revendication d'une officialisation de *tamazight* et la reconnaissance de l'identité et de la langue berbère en Algérie. En 2001, le Printemps noir a, lui, débouché sur la plateforme d'El Kseur, dont l'une des revendications était la « satisfaction de la revendication *amazighe* dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans condition, et la consécration de *tamazight* en tant que langue nationale et officielle »²³. En poussant cette logique, il y a volonté d'autonomie ou d'indépendance du territoire à partir du moment où il n'y a plus d'acceptabilité sociale des institutions qui ne sont plus jugées légitimes pour assurer cette même identité. Le Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (MAK) devenu Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie se réclame de cet argumentaire. La nature de l'intégration d'un territoire à un pays modifie *de facto* la nature des liens entre ces deux entités (en cas d'autonomie ou d'indépendance par exemple) et peut entraîner une modification de l'importance des flux financiers, des échanges de marchandises ou de la circulation des individus, ceci impactant fatalement l'économie du territoire ou de la région et, par suite, son développement.

Conclusion

Les Kabyles sont fiers de leur identité et de leur histoire qu'ils se transmettent au fil des générations, notamment grâce à leurs grands poètes et chanteurs, au travers de l'évocation de leurs Héros (les prénoms Kahina et Massinissa sont d'ailleurs encore énormément portés aujourd'hui). La culture kabyle, caractérisée en particulier par la pratique d'une langue (*tamazight*), est encore vivace. Les Kabyles sont attachés à leur territoire qu'ils considèrent comme spécifique de par ses pratiques (*tiwizi*) et ses valeurs (*tirugza*). Ces pratiques et valeurs sous-tendent l'organisation socio-politique des villages (*tajmaat*) qui permet encore le développement de certains villages de montagne en l'absence d'État ou en cas de mauvaise gouvernance publique. Les comités de villages sont considérés à la fois comme un symbole de la culture kabyle et essentiels au développement viable des villages, bien qu'aujourd'hui leur existence soit plus ou moins menacée par l'amélioration du système redistributif, les migrations (principalement vers l'Europe ou le Canada) et l'embellie financière (liée à l'exploitation hydrocarbures) qui les rend « moins indispensables » que par le passé pour leur gouvernance. La préservation du système traditionnel de gouvernance villageoise pourrait cependant représenter un bon amortisseur des crises économiques, d'autant que la recherche de l'or noir et de son exploitation rend les ressources des collectivités publiques instables. car liées aux cours des hydrocarbures.

L'intérêt de l'approche du développement territorial viable est qu'elle permet de réintroduire l'identité comme une composante centrale de la dynamique territoriale des communautés. Or, dans un monde bousculé par la rapidité et l'ampleur des mutations mondiales, et dont les incidences sur les territoires, les pratiques et les valeurs ne sont pas prises en compte dans la prise de décision, la reconnaissance concrète et officielle de l'importance des identités et des cultures, en vue d'un développement viable et durable pour tous, reste à incarner.

Si les identités ne sont pas reconnues, des conflits avec l'État central et ses institutions peuvent survenir et des nouveaux projets de développement peuvent être rejetés. Cela pouvant

²³ <http://www.tamazgha.fr/La-Plate-forme-d-El-Kseur.207.html> [consulté le 18/04/2015].

conduire, en bout de piste, à des revendications d'autonomie ou d'indépendance, voire à des conflits ouverts majeurs. Cependant, la revendication d'autonomie peut être un moteur historique d'un mode de développement démocratique singulier comme c'est le cas au Québec.

Bibliographie

- Bayou C., 2011, « Entre territoires et identités. Quand le conflit s'installe », *Grande Europe* n° 28, janvier – La Documentation française © DILA.
- Bourdieu P., 1958, reedited 2012, *Sociologie de l'Algérie*, PUF, 140 p.
- Bourdieu, P., 1980. Le capital social. Notes provisoires, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, janvier, p. 2-3.
- Bourdieu, P., and Wacquant, L. J. D., 1992. *An Invitation to Reflexive Sociology*, Chicago: University of Chicago Press.
- Boutlier, R.G. et I. Thomson, 2011, Modelling and measuring the social license to operate: fruits of a dialogue between theory and practice. [En ligne] URL : <http://sociallicense.com/publications/Modelling%20and%20Measuring%20the%20SLO.pdf>.
- Di Méo G., Buléon P., (dir.), 2005, *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris : Armand Colin, 304 p.
- Clarac F., Bergadaà M., 2008, « Ancrage d'un pôle de métiers d'art sur son territoire », Journées de recherche sur l'Attractivité du territoire. Pratiques innovantes en matière culturelle et retombées économiques, ESC Saint-Étienne, 5 décembre.
- Di Méo G., 2007, « Identités et territoires : des rapports accentués en milieu urbain ? », *Métropoles* [En ligne], 1 | 2007, mis en ligne le 12 février 2007, consulté le 16 décembre 2014. URL : <http://metropoles.revues.org/80>.
- Gagnon C., 1994, "Développement local viable : approches, stratégies et défis pour les communautés", *Coopératives et développement*, vol. 26, n°2, 1994-1995, p. 61-82.
- Gagnon, C., Simard, J-C., Tellier, L-N, Gagnon, S., 2008. Développement territorial viable, capital social et capital environnemental : quels liens ?, *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol 8, Numéro 2, octobre, 12 p.
- Guérin-Pace F, Guermont Y., 2006, « Identité et rapport au territoire », *L'espace géographique*, p. 289-290.
- Guérin-Pace F., Filippova E., 2008, *Ces lieux qui nous habitent. Identités des territoires, territoires des identités*, INED, L'aube, 276 p.
- Maalouf A., 2014 (édition 18, première édition en 2001), *Les identités meurtrières*, Le livre de poche, Grasset, 189 p.
- Mercure D., Harricane B., Seghir S., Steenhaut A., 1997, *Culture et gestion en Algérie*, Harmattan, 185 p.
- Osborne B.S., 2001, « Paysages, mémoire, monuments et commémoration. L'identité à sa place », Déclaration de principe commandée par le ministère du Patrimoine canadien pour le séminaire d'identité et de diversité ethnoculturelles, raciales, religieuses et linguistiques, Halifax (Nouvelle-Écosse), 1-2 novembre.
- Perret C., 2014, "Social capital and viable territorial development in Kabyle community. The central role of regional identity", Notes de Recherches n°14-42, IREG, Université de Savoie (http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2528521).
- Perret C., Abrika B., 2014-a, « Les systèmes de gouvernance traditionnels en Kabylie à la lumière du concept de capital social », *Mondes en développement*, Vol.42-2014/2-n°166, p. 131-144.
- Perret C., Abrika B., 2014-b, « Capital social, confiance et développement territorial. Une étude appliquée en Kabylie », XXX^{èmes} Journées du développement ATM 2014, Ethique,

entrepreneuriat et développement, Université Cadi Ayyad, Marrakech, 29, 30 et 31 mai 2014 (<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01055087>).

Perret C., Paraque B., 2014, « Villages kabyles et gestion commune des ressources naturelles: entre modernité et tradition », (Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2441204>).

Sirven, N., 2000, *Capital social et développement : quelques éléments d'analyse*, Centre d'Économie du Développement, Document de travail n°57, Bordeaux, 26 p.

Raufflet E., 2014, « De l'acceptabilité sociale au développement local résilient », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 14 Numéro 2 | septembre 2014, mis en ligne le 12 septembre 2014, consulté le 12 février 2015. URL : <http://vertigo.revues.org/15139> ; DOI : 10.4000/vertigo.15139.

Sirven N., 2000, *Capital social et développement : quelques éléments d'analyse*, Centre d'Économie du Développement, Document de travail n°57, Bordeaux, 26 p.

Sirven, N., 2004, « L'endogénéisation du rôle des institutions dans la croissance et la (re)découverte du capital social », *Le Capital social, Actes du colloque organisé par le GRIS*, Université de Rouen, 6 février 2003 avec la collaboration de CRIDA-LSCI, GEODE, CIRTAI, Cellule GRIS n°10, mars, p. 161-148.

Uphoff N., 2000, "Understanding Social Capital: Learning from the Analysis and Experience of Participation" in Dasgupta P. and Sergheddin I. (ed.), *Social Capital: A Multifaceted Perspective*, Washington, D.C. The World Bank, p. 215-252.

Weber M., 1971, *Économie et société*, réédité en janvier 2003 aux éditions Pocket, collection Pocket Agora n°171, 410 p.

Woolcock M., 2001, "The place of social capital in understanding social and economic outcomes", <http://www.oecd.org/innovation/research/1824913.pdf>, consulté le 04/09/2014.

Sencébé Y., 2009, « Une lecture des inégalités et des différenciations de développement local à travers quatre figures de territoires », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2009/1 | 2009, mis en ligne le 01 février 2011, consulté le 04 janvier 2015. URL : <http://eps.revues.org/3550>.